

Carte blanche du lundi 16 mai 2011

## Aberrations, gaspillage et paradoxes !

### Les travaux inutiles de la ministre Grouwels

---

Alors qu'elle est occupée à élaborer un Plan Régional de Développement Durable (PRDD) la Région de Bruxelles-Capitale, sous la férule de sa Ministre des Travaux publics, Madame Grouwels, s'apprête à faire abattre les 300 platanes de l'avenue du Port et à faire arracher 1.500.000 pavés de cette avenue pour les remplacer par des m<sup>3</sup> de béton.

Cette entreprise d'anti-développement durable, motivée, à l'origine, par la création d'un centre de logistique à Tour et Taxis (le BILC) qui aurait amené chaque jour, sur cette avenue, des centaines de poids lourds est devenue totalement injustifiable depuis que le Conseil d'État a cassé le permis d'environnement du BILC et que le Gouvernement a été obligé de renoncer à ce projet aberrant.

Mais la logique bureaucratique de la ministre et l'autisme anti-urbain de son administration héritée du fédéral (avec la mentalité anti bruxelloise qui va avec) n'ont en rien été ébranlés par ce cette déconvenue : on avait prévu de faire une autoroute en béton armé pour attirer les poids lourds au BILC, à un peu plus de deux kilomètres de la Grand Place et ce n'est pas parce qu'on ne peut pas faire le BILC qu'on ne dépensera pas 12 millions d'euros pour quand même réaliser cette autoroute ! Madame Grouwels, dont le parti considère volontiers que Bruxelles est mal gérée, se fait ainsi le chantre des travaux inutiles et impopulaires.

À l'heure où la Région clame à juste titre qu'elle doit être équitablement financée dans une Belgique fédérale qui a tendance à instrumentaliser sa capitale au mépris de ses habitants, on ne peut que s'indigner d'une aussi incompréhensible obstination d'une administration régionale qui depuis plus d'un demi-siècle a sacrifié la plupart des grandes avenues et boulevards de la capitale à la voiture et veut persévérer dans cette voie.

Mais il y a plus aberrant encore.

Depuis 2008, les associations dénoncent le saccage de l'avenue du Port et, les comités de quartiers et les défenseurs du patrimoine, qui se sont mobilisés pour sauver le site remarquable de Tour & Taxis et faire échec au BILC, tentent d'arrêter ce projet destructeur en multipliant les manifestations. Rassemblements festifs, pétitions, adoption individuelle des platanes, et depuis plusieurs semaines, collage sur tous les arbres d'affichettes proclamant la volonté des habitants d'empêcher le saccage d'un des derniers témoins de ces grandes et belles avenues aménagées au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

Et alors que depuis 20 ans, les responsables régionaux des travaux publics ont totalement ignoré l'avenue du Port, alors qu'ils ont été incapables de l'entretenir, de l'adapter au profit des piétons et des cyclistes, alors que les dépôts clandestins s'y multiplient, toujours plus nombreux, à quatre reprises déjà, l'administration régionale - Bruxelles mobilité - y a envoyé des employés pour décoller ces 300 affichettes clamant l'opposition des habitants à ce projet littéralement insensé.

Tous les Bruxellois peuvent vérifier chaque jour l'état pitoyable de l'entretien des espaces publics et éprouver l'incapacité de la Ministre Grouwels à imposer à son administration une gestion de ces espaces qui soit digne de la capitale de l'Europe, mais cette même ministre trouve le moyen de mobiliser des hommes et un véhicule, en double file, pour aller, à quatre reprises, enlever des affichettes sacrilèges qui expriment l'indignation des habitants. La ministre veut occulter l'opinion des familles de Laeken et de Molenbeek, qui ont d'ailleurs également reçu la visite de la police lors de la manifestation du 27 mars. Motif ? S'enchaîner aux arbres risquait de les dégrader !

La liberté d'expression n'est pas tolérable, il importe que le saccage de l'avenue du Port se fasse en silence et que les tronçonneuses puissent travailler paisiblement cet été quand les habitants seront en vacances !

Le Gouvernement régional bruxellois, lui, se tait (il prépare un plan régional de développement durable !) et même les autres ministres et secrétaire d'État sont d'une confondante discrétion. Seule une poignée de parlementaires a interpellé; à cinq reprises, la ministre Grouwels, dont les réponses se font de moins en moins convaincantes. Les responsables communaux sont silencieux et acceptent, semble-t-il, l'idée que le patrimoine bruxellois que constituent ces 1.500.000 remarquables pavés - on ne peut plus durables, eux - aillent faire la fierté d'habitants de périphéries urbaines qui les utiliseront pour aménager les alentours de leurs fermettes quatre façades.

Il faut de toute urgence abandonner ce projet inutile et coûteux, dénoncer le marché attribué. Il faut réétudier un projet de réaménagement économe qui préserve la majesté et la qualité paysagère de l'avenue du Port, redresser les pavés et aménager des pistes cyclables et des trottoirs confortables. Ou bien cesser de tromper les habitants avec des ambitions de durabilité démenties par des actes qui illustrent l'incapacité des responsables politiques à sortir de schémas de pensée hérités d'une époque qui a systématiquement détruit les espaces publics de la ville pour les adapter aux besoins d'un éphémère moyen de transport individuel appelé automobile.

Marc Frère  
Président de l'Atelier de recherche et d'Action urbaines

---

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter Mme Pauthier, Directrice de l'ARAU, au 0477 33 03 78.

Atelier de Recherche et d'Action Urbaines asbl  
Boulevard Adolphe Max, 55  
B-1000 Bruxelles  
T. +32 2 219 33 45  
F. +32 2 219 86 75

[info@arau.org](mailto:info@arau.org)  
[www.arau.org](http://www.arau.org)